



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Réseau des piscines - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Installation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient et participe à la diffusion du sport de haut niveau.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations d'accueil et d'hygiène du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, il a été décidé, en 2008, puis en 2015, d'autoriser dans le cadre d'une occupation temporaire du domaine public l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques dans les halls d'accueil des piscines (maillots de bain, bonnets de bain, lunettes de nage, etc.). La présente délibération a pour objet de renouveler cette autorisation.

Les douze piscines concernées par la mise à disposition sont les suivantes : Centre Nautique Neptune, piscine Marcel Spilliaert, piscine Jean Taris, piscine Jean Vives, piscine Suzanne Berlioux, piscine Henri Pitot, piscine Amphitrite, piscine Poséidon, piscine Alex Jany, piscine Les Néréides, piscine Christine Caron, et piscine Héraclès.

Une treizième piscine, dont l'ouverture est prévue pour le second semestre 2023, est susceptible d'être ajoutée après la signature de la convention et de faire l'objet d'un avenant, à savoir la piscine de la Motte-Rouge.

L'implantation des appareils se fera dans les zones suivantes situées dans l'enceinte des piscines : entrée principale ou hall d'accueil.

Rappel de la procédure :

Conformément à l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017, « *sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester* ».

Afin de se conformer à cette obligation législative et réglementaire, une procédure de sélection préalable a été lancée le 15 mars 2022 en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques pour le réseau des piscines métropolitaines.

Conforme à ce nouveau cadre juridique, la procédure de sélection préalable a fait l'objet de mesures de publicité sur la plateforme des marchés publics et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'occupation est consentie à compter du 20 juillet 2022, pour une durée allant jusqu'au 30 juin 2027. Conformément à la réglementation en vigueur, au terme de la convention aucune prolongation ne sera possible sans qu'une mise en concurrence ne soit préalablement diligentée.

Au titre de l'autorisation délivrée, le bénéficiaire est assujéti au paiement d'une redevance annuelle comportant une part fixe et une part variable.

La date limite de remise des offres des candidats a été fixée au 22 avril 2022.

Un seul candidat a remis son dossier de candidature dans les délais prescrits.

Choix du candidat :

Dans le cadre de la procédure de sélection, une étude de la proposition présentée par l'unique candidat a été effectuée. L'offre de la société **TOPSEC FRANCE**, représentée par Monsieur Thomas LEFAUCHOUX, agissant en qualité de Global Business Manager, est une offre économiquement avantageuse qu'il est proposé de retenir.

Caractéristiques de la future convention :

La redevance annuelle proposée par la société TOPSEC FRANCE comprend une part fixe qui s'élève à 1 500,00 € HT, et une part variable correspondant à 12 % du chiffre d'affaires HT généré par l'exploitation des distributeurs par la société.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le choix de la société TOPSEC FRANCE en tant qu'occupant temporaire du domaine public pour l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques pour le réseau des piscines métropolitaines ;
- D'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TOPSEC France ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190434-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT2022RP - Projet de convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.